
L'APPLICATION DES POLITIQUES MULTICULTURELLES EN AMÉRIQUE LATINE

Coordination : Carlos AGUDELO, Maité BOULLOSA JOLY***

Après les changements constitutionnels et législatifs opérés par la plupart des pays latino-américains depuis la fin des années 1980', on assiste au développement d'un discours multiculturel devenu central dans la re-définition des États et des identités nationales. Avec des degrés variés, nous sommes passés d'une idée de Nation propre au modèle républicain universaliste à la valorisation de la différence. Des mécanismes de reconnaissance de la diversité culturelle se sont dorénavant institutionnalisés. Ils s'inscrivent dans un contexte international qui a permis une dynamique de circulation et de transmission d'expériences. Les organismes internationaux tels que l'ONU, l'UNESCO, la BID et la Banque Mondiale ont joué un rôle majeur dans ce processus, ainsi que de nombreuses ONG défendant les revendications des minorités ethniques. Plus d'une trentaine d'années ont passé depuis la mise en place de ces politiques mais l'on peut observer que, dans chaque pays, ce que l'on nomme de façon générique « multiculturalisme » a suivi des chemins qui ont des caractéristiques propres.

* Carlos Agudelo est Sociologue, Chercheur associé de l'URMIS UMR 7032 – Unité de Recherche Migrations et Société (IRD-CNRS-Université Paris VII-Université Nice Sophia Antipolis).

** Maïté Boullosa-Joly est maître de conférences en anthropologie à l'Université de Picardie Jules Verne, chercheur au CURAPP (UMR 7319) et chercheure associée à Mondes américains (EHES).

L'objectif de ce dossier n'est donc pas de dresser un bilan général de la mise en place du multiculturalisme en Amérique latine. Il s'agit plutôt de montrer, avec l'analyse approfondie d'une diversité de cas parfois atypiques, les enjeux, les rouages, les marges et les ambiguïtés de l'application des politiques de reconnaissance. Celles-ci sont devenues l'idéal proclamé au sein des constitutions et des organismes internationaux qui les défendent. Les études présentées ici mettent en lumière les avancées que ces politiques ont permises. Mais elles décrivent aussi toute la complexité de leurs applications selon les contextes nationaux et leurs aspects parfois ambiguës ou contradictoires.

Andrew Canessa expose la situation de la Bolivie, un pays emblématique qui a fait du multiculturalisme un élément central de son projet national. Evo Morales revendique par ce biais la fin de l'exclusion historique subie par les populations indigènes. Mais Canessa explique que, paradoxalement, la politique de reconnaissance menée dans le pays exclut dans un même temps certains groupes de populations isolés, qui, bien qu'ils soient censés bénéficier de ces réformes, n'ont pas accès aux espaces de pouvoir. Cela engendre de nouvelles hiérarchies au sein de ces populations et comme le dit l'auteur, « aborder l'indigénéité en termes de discours du dépossédé postcolonial s'avère insuffisant pour envisager toutes ces tensions et contradictions ». L'article met ainsi en avant, à travers plusieurs études de cas, comment le multiculturalisme peut être autant un outil d'affranchissement qu'un facteur d'exclusion.

Le second article traite aussi d'un pays reconnu pour son application des politiques multiculturelles : le Brésil. Jean François Véran n'aborde cependant pas ici les revendications des communautés indiennes ou noires. Il décrit les nouvelles réclamations qui voient le jour en région amazonienne sous le nom de « Nation métisse ». Au sein de ce mouvement, les secteurs populaires se mobilisent en réaction aux politiques multiculturelles instaurées par le gouvernement brésilien. Exclu des avantages des politiques de reconnaissance dont bénéficient les populations indiennes ou noires, ce groupe se débat entre deux options : revendiquer une identité ethno-raciale métisse, en exigeant de faire partie des dispositifs multiculturels, ou s'allier aux secteurs qui questionnent de manière radicale la pertinence de ces politiques. Quoi qu'il en soit, cette expérience inédite de mobilisation représente un défi aux logiques d'identifications ethniques et en montre toutes les limites et les contradictions.

Les autres contributions de ce numéro analysent la situation de pays rarement évoqués lorsqu'on étudie l'application des politiques multiculturelles : l'Argentine, le Paraguay et le Belize.

L'Argentine est un pays généralement connu par son absence de population indienne ou noire. La contribution de Maité Boullosa Joly présente pourtant le long processus de revendications indianistes menées par les populations du Nord-Ouest argentin depuis les années 1970. Elle analyse la façon dont les conflits agraires de la région se sont progressivement eth-

nicisés et l'importance des lois en faveur des communautés indiennes depuis le début des années 1980 dans ce processus. Elles ont permis des avancées territoriales, sociales et politiques. Mais l'auteure pointe du doigt les limites de ces politiques en décrivant les rapports de forces parfois très inégaux entre les groupes revendicatifs et les propriétaires fonciers. Selon la position de pouvoir de ces derniers et les enjeux économiques en cause, les améliorations obtenues grâce à l'instauration des politiques multiculturelles sont en effet très variables. Cela nous permet de mesurer les progrès qu'a permis l'implantation de ces lois dans le pays, la valorisation identitaire qu'elle a suscitée, les droits qu'elle a permis de réclamer, mais d'en observer aussi les ambiguïtés et les limites.

Capucine Boidin s'intéresse aussi à la situation d'un pays peu connu pour sa diversité ethnique et culturelle : le Paraguay. Cette Nation est pourtant proclamée "bilingue et pluriculturelle" depuis 1992. À partir de 1994, des programmes d'éducation bilingues et interculturels se sont mis en place. L'auteure retrace leurs applications tout en exposant parallèlement l'histoire du pays. Elle montre l'importance de la langue Guarani dans la constitution de la nation paraguayenne. À l'aide de statistiques, on se rend compte que la majorité des habitants sont bilingues et parlent cette langue amérindienne, sans pour autant qu'elle soit reconnue comme étant indienne. Nous découvrons ainsi que ce ne sont pas tant des politiques multiculturelles qui se sont développées à travers ces dispositifs de reconnaissance linguistique qu'une nouvelle manifestation du nationalisme paraguayen.

Le Belize est aussi une Nation latino-américaine davantage préoccupée par son unité nationale que par la revendication de sa composante pluriculturelle. Elisabeth Cunin et Odile Hoffmann décrivent le cas de cette jeune république centroaméricaine, ex-colonie britannique. Elle est d'une grande diversité ethnique mais elle n'assume pas pour autant les mesures pluriculturelles telles qu'elles s'institutionnalisent dans les autres pays latino-américains. À partir de deux champs distincts, les politiques culturelles et les politiques agraires, les auteures mettent en lumière les paradoxes de ce pays qui se doit de valoriser officiellement la diversité culturelle sous la pression internationale et qui, dans un même temps, aspire à l'unification nationale après une indépendance très récente (1981). Dans un premier temps, Elisabeth Cunin et Odile Hoffmann analysent les politiques culturelles et la façon dont les organismes internationaux comme l'UNESCO essaient d'imposer la rhétorique multiculturelle. Les discours gouvernementaux l'adoptent mais on se rend compte ensuite que les dirigeants ne veulent pas pour autant accorder des droits différenciés aux diverses cultures qui composent le pays. C'est le cas des revendications territoriales des populations indigènes mayas dépeintes dans un second temps de l'étude.

Les articles de ce dossier révèlent ainsi une multiplicité d'expériences qui ont pour objectif de gérer la diversité culturelle dans des États de droit. L'influence du contexte international est commune à l'ensemble de la ré-

gion. Elle se décline cependant très différemment selon les contextes historiques et le développement particulier des différents États. Ces études montrent que les dispositifs multiculturels sont loin d'être une formule magique qui résoudrait de manière radicale les problèmes d'exclusion sociale des populations indigènes et noires. Il s'agit davantage de mécanismes qui, en fonction de corrélations de forces politiques et d'autres facteurs collatéraux, peuvent participer à consolider les droits des acteurs ethniques. Ils contribuent à leur donner du pouvoir dans un processus de démocratisation et d'accès à une certaine justice sociale. Mais ces dispositifs peuvent aussi se limiter aux intérêts du marché et conduire à une vision restreinte des appartenances ethniques. Toujours est-il que les politiques multiculturelles sont une réalité pour la plupart des pays latino-américains depuis une vingtaine d'années et que les recherches sur le sujet se développent afin d'en analyser les rouages et applications. La revue PAL a déjà consacré un numéro au thème de l'ethnicité en 2009¹ et quelques publications en France ont traité de cette thématique devenue centrale sur le continent latino-américain ces dernières décennies². Ce dossier se veut être un apport sur la variété des expériences de gestion de la diversité culturelle, tout en montrant les tensions et les ambiguïtés.

1. *Problèmes d'Amérique Latine*, « Ethnicité », Editions Choiseul, n° 72, 2009/2.

2. Pour n'en citer que quelques-unes : *Critique Internationale*, « L'ethnicité ordinaire dans les démocraties d'Amérique latine », No. 57, Octobre-décembre 2012. *REMI - Revue européenne des migrations internationales*, « La construction de l'altérité dans l'espace noir atlantique : États-Unis - France - Caraïbes - Amérique latine », Vol. 27, 2011/1. *L'Ordinaire latino-américain - IPEALT*, « (Des)illusions des politiques multiculturelles », No. 204, 2006. *Journal de la Société des américanistes*, « Repenser les « Amériques noires » », 91-1, 2005. Gros, Christian Dumoulin, David (éds.), *Le multiculturalisme au concret. Un modèle latino-américain ?*, Presses Sorbonne Nouvelle, Paris, 2012. Robin Azevedo, Valérie, Salazar, Carmen (eds), *El regreso de lo indígena. Retos, problemas y perspectivas*, IFEA/CBC, Lima, 2009. Gabriel, Leo, *Autonomies multiculturelles en Amérique latine et ailleurs*. L'Harmattan, Paris, 2007. Christian GROS et Marie-Claude STRIGLER (eds), *Être Indien dans les Amériques*, Éditions de l'Institut des Amériques, Paris, 2006. Irene Bellier (dir.) *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*. Paris, SOGIP, Collection Horizons autochtones - L'Harmattan, 2013. *Actuel Marx*, « Les Amériques indiennes face au néolibéralisme », n°56 - 2014/2.